

# L'invitée de Grain de sel: Salimata Diarra



Salimata Diarra

► Salimata Diarra est présidente de l'Association des consommateurs du Mali (Ascoma) depuis sa création, en 1991, [ascoma70@yahoo.fr](mailto:ascoma70@yahoo.fr). Elle était de passage à Paris à l'occasion de la conférence « Défi alimentaire mondial, la contribution des sociétés civiles organisées » par le Conseil économique, social et environnemental français et le Comité économique et social européen.

 L'intégralité de cet entretien est consultable sur notre site : [www.inter-reseaux.org](http://www.inter-reseaux.org)

**GRAIN DE SEL :** *Qu'est-ce que l'Ascoma ?*

**SALIMATA DIARRA :** L'Association des consommateurs du Mali (Ascoma) est la première du genre au Mali. Elle est membre de la Fédération mondiale des associations de consommateurs, *Consumers International (CI)* depuis 1994. L'Ascoma fut créée avec l'ouverture démocratique du Mali, mais aussi en réaction à la dégradation des conditions de vie liée aux ajustements structurels. D'autres évolutions, tel le développement de l'alimentation de rue ne respectant aucune norme de sécurité alimentaire ont poussé un grand nombre d'acteurs de la société civile à créer l'Ascoma, qui est basée à Bamako avec des antennes à Mopti, Gao, Koutiala, Kayes, Ségou et Sikasso. L'Ascoma est gérée par une Assemblée générale (50 personnes) et un bureau (14) avec 4 vices-présidents. L'engagement des membres est très fort au sein de l'Ascoma qui n'a pas de ressources propres, outre les cotisations de ses membres (faibles et payées irrégulièrement). La gestion des réclamations des consommateurs et leur représentation pour influencer des décisions constituent un travail permanent. Parmi nos grandes victoires, grâce à un partenariat intersectoriel, nous sommes parvenus à la mise en place d'une politique nationale de sécurité sanitaire accompagnée de la création d'une Agence nationale

de sécurité sanitaire, nous avons aussi obtenu l'interdiction de l'importation des poulets congelés. Nous avons des liens avec les associations de consommateurs africaines membres de *CI*, dont un bureau régional basé à Harare nous a beaucoup appuyés. Mais depuis que le bureau de Harare, faute de moyens, est fermé, il nous est difficile d'entretenir un réseau sous-régional fort.

**GDS :** *Quelles actions l'Ascoma a-t-elle menées face à la hausse des prix ?*

**SD :** Plusieurs actions ont été menées en termes de communication avec les consommateurs et de plaidoyer auprès des pouvoirs publics, avec les radios, les télévisions, aux plans national et international. Au niveau de la souveraineté alimentaire, bien que les Maliens préfèrent le riz malien, les importations de riz sont encore très importantes (200 à 300 000 tonnes viennent compléter la production nationale de 600 000 tonnes). Et le riz local demeure trop cher par rapport au riz importé. On se bat donc pour que les producteurs aient plus de facilités en termes d'accès aux intrants, nous nous sommes mobilisés à leurs côtés lors des problèmes autour de la redevance eau à l'Office du Niger [NDLR : Cf. GDS 29], etc. Autre mobilisation de taille, en partenariat avec Afrique verte, en mai 2008, nous avons organisé un atelier rassemblant

les transformatrices de céréales pour parler de leurs difficultés (conservation, emballage, etc.) puis nous avons fait un film plaidoyer en faveur de la transformation de nos céréales.

**GDS :** *Quels sont vos projets ?*

**SD :** Nous avons besoin d'un éveil des consciences, donc nous allons poursuivre les activités que nous avons l'habitude de faire, à savoir l'information, la sensibilisation, l'éducation du consommateur et le lobbying auprès des pouvoirs publics. Nous allons aussi poursuivre nos études et investigations dont les résultats permettent d'alimenter notre plaidoyer. Aussi, on cherche à faire du « réseautage », entre les associations de consommateurs et les autres organisations de la société civile. Le réseau permet de se connaître davantage, d'unir les efforts et d'avoir plus d'impact. Évidemment, on se bat aussi pour des textes réglementaires en matière de consommation. Nous venons de créer un groupe national de référence pluridisciplinaire pour aller vers plus de concurrence, de qualité des produits et de protection des consommateurs. Une législation est prévue pour la protection des consommateurs par un groupe consultatif regroupant au moins quatre pays d'Afrique de l'Ouest, ce groupe est basé à l'Université du Mali. ■

sans  
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre



« La ruée vers les terres n'est pas un fait nouveau. Mais c'est peut-être la première fois dans l'histoire que le phénomène est complètement mondialisé. Et que le rythme est si rapide »

Paul Mathieu, expert de la gestion des terres à l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). *Le Nouvel Observateur* 7/01/09

## 300 milliards de dollars

En une décennie, les transferts de fonds des migrants ont triplé pour atteindre 300 milliards de dollars en 2007, soit trois fois l'aide au développement (105 milliards). Entretien avec Catherine Withold de Wenden, du Centre d'études et de recherches internationales. *Le Monde* du 8 janvier 2009.